district ne vaut rien, au contraire ils y entrevoient un brillant avenir ; mais, comment faire ? Ils trouvent tous les terrains achetés, tous les droits miniers accaparés et tous les propriétaires demandent des sommes énormes, argent comptant, avant même de permettre d'explorer la mine par puits et galeries. Et cependant ce district est très peu exploité, et, bien qu'il soit bon et découvert depuis de longues années, on n'y voit que de petits puits remplis d'eau et des excavations abandonnées, restes des maigres efforts faits par les propriétaires du sol et les spéculateurs, pour développer leurs gisements juste assez pour leur donner une bonne apparence qui leur permettra, ils l'espèrent, de vendre la propriété.

La conclusion forcée de tout ce qui précède est donc qu'il est absolument nécessaire, dans l'intérêt de notre pays, dans l'intérêt de notre industrie minière, qui, une fois développée, nous donnera peut-être les millions que nos voisins des Etats-Unis ont su tirer de leurs mines, et sur lesquels est basée une grande partie de leur prospérité, que la propriété minière soit considérée comme propriété nationale, soit régie par de bonnes lois et soit louée directement à des mineurs *bonâ fide* et à perpétuité, tant qu'ils exploiteront suffisamment la mine chaque année. Pourquoi, en effet, ne pas empêcher un cultivateur ou un spéculateur d'imposer une lourde charge à une compagnie minière prête à courir les risques d'explorer et d'exploiter une mine ? Dans quel intérêt, dans quel but, la loi place-t-elle, entre le gouvernement et le vrai mineur, ce propriétaire de la surface qui, avec ses idées sur les mines presque toujours si primitives et si exagérées, ne considère pas les dépenses énormes et les incertitudes de l'exploration souterraine d'un gîte minéral, ni les gros capitaux nécessaires dans la suite au travail régulier d'une mine, et ajoutera au contraire à tout cela une extravagante demande d'argent pour ses droits miniers ? Il a cependant acheté cette propriété du gouvernement à \$1 seulement l'acre et la plupart du temps il n'a rien fait lui-même pour y découvrir la mine. Je dis une somme extravagante, car je connais plusieurs cas où ces propriétaires de la surface ont refusé vingt, trente et même jusqu'à cent mille piastres pour leurs droits miniers.

Le gouvernement canadien protège beaucoup d'industries ; il donne souvent des primes d'encouragement et il encourage aussi de plusieurs manières le développement de nos ressources agricoles. Pourquoi ne pas aussi protéger notre industrie minière ? Aujourd'hui, avant la vente du terrain, droits de surface et droits miniers appartiennent à l'Etat, et, par conséquent, dans l'intérêt de notre industrie minière, l'Etat, au lieu de renoncer à ces droits miniers en les laissant aller avec la terre pour un ou quelques dollars l'acre, devrait au contraire les sauvegarder précieusement par une bonne législation ; car les bonnes mines sont des œufs d'or rares qu'une nation doit couvrir avec sollicitude. Un grand pays comme le nôtre a tant de millions d'acres de bonnes terres que l'Etat peut ne pas

Nécessité de concessions permanentes qui ne seraient annulées que par l'inexécution de certaines conditions.

Protection de l'industrie minière.